

le pouvoir aux travailleurs

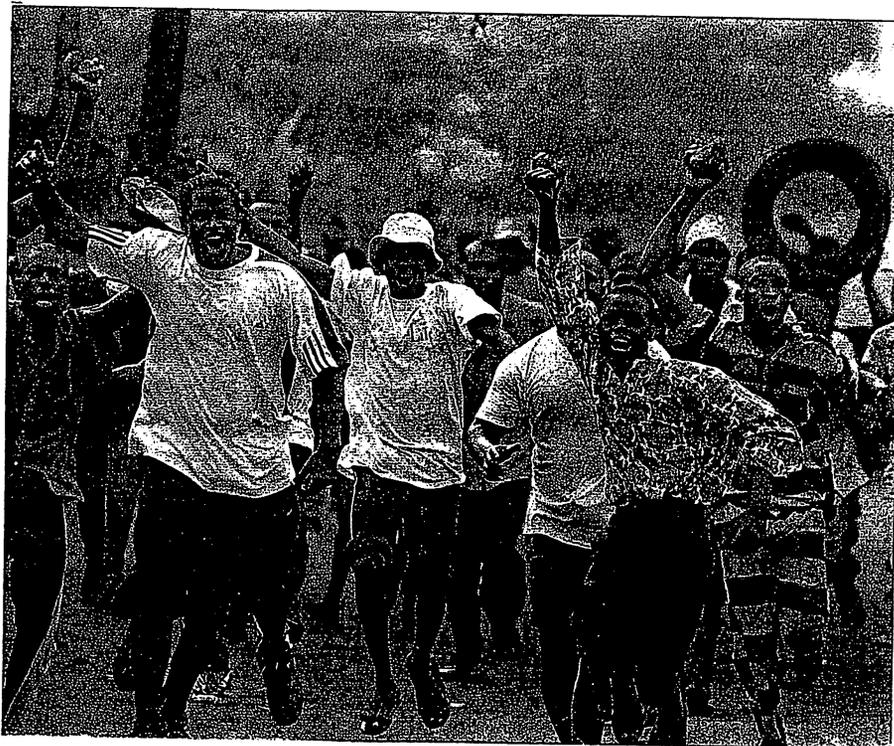
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 FEVRIER 2005

N° 315 PRIX 0,60 Euros



L'ARRIVEE AU POUVOIR

D'UN EYADEMA BIS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Sénégal: A Touba, les
"Baye Fall" sévissent
en toute impunité

T O G O

**L'ARRIVÉE AU POUVOIR
D'UN EYADEMA BIS**

Page 5
- Côte d'Ivoire: Les
assassins ont de
beaux jours devant
eux

Le dictateur togolais Gnassingbé Eyadéma est
décédé le 5 février dernier après 38 ans de règne
sans partage. Il fait partie de ces chefs d'Etat
africains féroces qui ont régné par la terreur.

- Les milices, un
réel danger pour la
population (P. 6)
- Racket des hommes
en armes (p. 8)

Deux jours après sa mort, son fils Faure
Gnassingbé, avec la bénédiction de l'armée, s'est
auto-proclamé président du Togo après avoir bien
pris le soin de se faire élire par les députés.
Selon la constitution, c'est le président de
l'Assemblée qui devrait assurer l'intérim en cas de
vacance du pouvoir. Celui-ci se trouvait à Paris.
L'avion qui le ramenait vers le Togo a été détourné
vers le Bénin voisin. Ce coup d'Etat était
tellement grotesque que même l'Union Africaine lui
a demandé de respecter la "légalité
constitutionnelle". Quant à la France qui avait
soutenu à bout de bras le régime sanguinaire de
Eyadéma et qui dispose sur place d'un contingent de
plusieurs centaines de soldats, elle se dit tout
juste "préoccupée" par la situation.

Page 8
Il y a cent ans, la
révolution russe de
1905

Faure Gnassingbé a décrété "deux mois de deuil
national" durant lesquels toute manifestation de
rue et tout rassemblement sur des lieux publics
sont interdits. Mais malgré les menaces de
répression du nouveau pouvoir qui a déployé tout un
arsenal militaire et policier dans les grandes
villes, 3 000 personnes (selon Radio France
International), à l'appel des six partis
d'opposition, ont osé défiler à Lomé le 12 février.
Ils exprimaient leur ras-le-bol du régime. Certains
réclamaient la "démission" du fils de l'ex-
dictateur et l'organisation de nouvelles élections
présidentielle et législatives. Tel père tel fils,
ce dernier a donné l'ordre de disperser cette
manifestation. Les gendarmes ont ouvert le feu sur
la foule, faisant trois morts et de nombreux
blessés. Ce n'est probablement que le début d'une
nouvelle vague de répression pour museler
l'ensemble de l'opposition.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

Le vieux général, un ancien du Vietnam et d'Algérie, ayant servi dans les troupes coloniales françaises, après un long règne musclé a réussi à mettre tout le monde au pas. Après sa prise de pouvoir par un coup de force en 1967, il a interdit tous les partis politiques pour imposer un parti unique, le sien. Les syndicats et les associations qui ne lui sont pas favorables sont également interdits. Depuis lors il s'est maintenu au pouvoir en organisant des élections bidon.

Mais en 1991, après une manifestation de masse, le dictateur a pris peur et accepté de partager le pouvoir avec un gouvernement transitoire. En 1993, la peur passée, il revient à la charge: Il dissout le gouvernement de transition, les manifestations de protestation sont sauvagement réprimées. Des milliers de personnes, la plupart des dirigeants et militants des partis d'opposition, les syndicalistes et autres membres des associations ont fui pour se réfugier dans les pays voisins. Dernièrement, en 2002, il a lui-même modifié la constitution qui lui interdisait de briguer un troisième mandat en 2005. Il était sûr de passer haut la main en faisant bourrer les urnes ou en falsifiant les résultats des votes. Mais la mort l'a pris de court.

Après toute fin de règne d'un dictateur, comme en Côte d'Ivoire avec Houphouët Boigny ou au Zaïre avec Mobutu, la transition de pouvoir reste difficile. Mais le régime de Eyadéma n'était pas qu'une dictature militaire mal déguisée en civile. Pour se maintenir au pouvoir durant une aussi longue période, il ne s'était pas contenté de ne miser que sur l'armée. Il s'était en même temps appuyé sur l'ethnisme. La plupart des hauts cadres de l'appareil d'Etat, des officiers de l'armée et de la gendarmerie, comme les députés à sa botte étaient choisis dans sa

région, le Nord, dans son ethnie quand ils n'étaient pas tout bonnement de son village voire de sa famille. De même que la garde présidentielle composée des tireurs d'élites qui l'entouraient à Lomé ou qui gardaient son "château" de sa petite ville natale Kara, son fief. Faure Gnassingbé s'est appuyé sur les mêmes éléments bien rodés par son père pour le succéder.

Bien qu'étouffé par des années de dictature, il existe au sein d'une partie non négligeable dans la population du Sud, le sentiment que ce sont tous les gens du Nord qui exercent leur domination sur l'ensemble du pays et particulièrement sur le Sud. Ces sentiments et frustrations semblent aujourd'hui éclater au grand jour. Un certain nombre de manifestants ont exprimé qu'ils en avaient assez d'être dirigés par des ressortissants du Nord et qu'ils voudraient que ce soit enfin ceux du Sud qui prennent le relais. Et la répression de la récente manifestation ne fera qu'exacerber ces sentiments.

Même si on n'a pas entendu les principaux dirigeants des partis d'opposition proférer publiquement des discours haineux à caractère ethnique, on ne les a pas non plus entendu dire que même si la plupart des postes clés du régime était entre les mains des gens du Nord, la population du Nord n'y était pour rien, que ce n'est pas elle qui en a profité et que demain si ce sont des dirigeants du Sud qui prennent le pouvoir ce ne sera pas la population du Sud qui en profitera mais seulement une toute petite minorité de privilégiés.

Ceux qui, dans les classes populaires, se battent et osent exprimer dans la rue leur ras-le-bol de la dictature, ont mille fois raison. Ils ne peuvent compter ni sur les dirigeants de l'impérialisme français qui ont toujours soutenu la dictature de Eyadéma, ni sur l'intervention de l'ONU qui a

largement démontré son inefficacité dans les récents conflits en Afrique. Ils ont intérêt à ce que leur lutte ne prenne pas le terrain de l'ethnisme car ils en seraient les premières victimes. Pour cela ils auront à se méfier des

politiciens de l'opposition. Ceux-ci ne veulent que le pouvoir afin de mettre la main sur les caisses de l'Etat. Pour cela, ils sont capables d'entraîner tout le pays vers une impasse sanguinaire comme on le voit en Côte d'Ivoire ou Libéria.

S É N É G A L

À TOUBA, LES "BAYE FALL" SÉVISSENT EN TOUTE IMPUNITÉ

Touba est la capitale du mouridisme au Sénégal. C'est un véritable Etat dans l'Etat. C'est la famille maraboutique Mbacké, héritière de Cheik Ahmadou Bamba (fondateur du mouridisme) qui y règne sans partage. Riches en milliards, les Mbacké sont connus pour être parmi les plus fortunés du Sénégal. Ils disposent d'un véritable pouvoir économique et politique. Ils ont une influence réelle dans le pays à travers les 1,3 million de "talibés" (fidèles ou élèves) qu'ils revendiquent. L'un d'eux, Salilou Mbacké, est le plus grand producteur agricole du Sénégal. Il possède un domaine de 45 000 hectares. La main d'oeuvre est quasi gratuite. Ce sont les talibés. Un autre Mbacké, Sokna Lô, s'est lancé dans le négoce international. Il dispose, près de Richard Toll, dans le delta du fleuve Sénégal, d'une superficie de 6 000 hectares de terre cultivable. Il collectionne les voitures de luxe et vit dans un château luxueux. Il envisage la construction d'une "maison des hôtes" dont le coup est estimé à 25 milliards de francs Cfa. Cette richesse vient en grande partie de l'exploitation de la main d'oeuvre gratuite des "talibés" mais aussi du "hadiya". C'est un don en espèce que leur verse chaque "talibé" en signe d'allégeance. Les écoles coraniques constituent également une autre source de revenu. Les élèves de ces écoles sont envoyés dans tous les coins de la ville pour mendier et ramener, sous peine de punition,

l'argent récolté.

Dans cette ville de Touba, mais aussi dans d'autres lieux considérés comme "saints", les dirigeants du mouridisme font littéralement ce qu'ils veulent. C'est le règne de l'intégrisme islamique. Un quotidien dakarois du 5 février 2005 relate "la terreur" que sèment les "baye fall" (les gros bras du mouridisme) à Touba. Voici ce qui y est écrit: "Leur pratique consiste à arracher aux femmes toute coiffure faite de mèches ou de greffage. Les jeunes filles, principale cible... sont parfois violentées, si elles tardent à obtempérer. Au quartier Gare bou ndaw, des dames affirment que les "baye fall" qui opèrent sur les lieux sont munis de ciseaux pour couper de force les mèches ou greffages de celles qui opposent une résistance ou tentent de négocier. "Ceux qui opèrent sur la route de Touba sont plus souples" précise un élève du lycée de Mbacké, mais "si jamais tu repasses et qu'ils te reconnaissent, tu risques de passer un mauvais quart d'heure"... Ces pratiques sont monnaie courante...".

Les pouvoirs publics ont toujours laissé faire ce genre de pratiques sans jamais intervenir. Y compris sous la colonisation, les autorités françaises ne s'y étaient jamais opposées. Elles avaient même octroyé des droits particuliers aux dirigeants religieux musulmans pour exercer ce qui était alors désigné sous la rubrique du "droit

coutumier". Les marabouts de Touba avaient même obtenu alors un statut particulier pour l'ensemble du territoire de Touba. Depuis l'indépendance du Sénégal, de Senghor à Wade, chaque chef d'Etat, vient régulièrement à Touba pour faire acte d'allégeance devant la famille des Mbacké. L'autorité de l'Etat sénégalais n'existe pratiquement pas à Touba. Les écoles, de même que les forces de l'ordre, sont entièrement entre les mains des marabouts. Même lorsqu'il arrive que la justice sénégalaise poursuive un homme véreux pour avoir détourné des deniers publics, si celui-ci parvient à obtenir, moyennant finance, la protection de la famille régnante de Touba, il devient intouchable.

Malheureusement, l'influence néfaste des idées islamistes ne se limite pas seulement à la ville de Touba. Elles sont de plus en plus répandues sur l'ensemble du pays. Plusieurs partis politiques s'en réclament. Certains d'entre eux voudraient instaurer la "charia" (loi islamique). La plupart des dirigeants politiques, même ceux qui se disent "progressistes" affichent publiquement leur attachement à l'islam et font acte d'allégeance en rendant visite aux hauts dignitaires

religieux de Touba ou de Tivaoane (capitale d'une autre confrérie, les tidjanes), notamment pour des raisons électoralistes.

La montée de ces idées islamistes est un danger réel pour les femmes en premier lieu. Le peu de liberté qui existe pour elles actuellement (notamment celle de s'habiller, d'aller à l'école ou d'exercer certains métiers, même si ces libertés ne le sont réellement que pour une petite partie d'entre elles) risque de disparaître sous l'influence grandissante de l'islamisme. Par-delà les femmes, c'est l'ensemble de la population sénégalaise qui risque de subir un bond en arrière. Dans la période actuelle où le chômage touche de plus en plus de jeunes, où la misère progresse dans les quartiers populaires, en l'absence d'un parti politique ouvrier capable d'offrir une véritable perspective à l'ensemble de ces déshérités, les partis islamistes qui donnent dans la démagogie peuvent canaliser les désespoirs. Et même s'ils ne parviennent pas au pouvoir leur influence grandissante suffit à tirer l'ensemble de la société en arrière. Et ce qui se passe en miniature à Touba pourrait alors devenir une réalité dans l'ensemble du pays.

CÔTE D'IVOIRE

LES ASSASSINS ONT DE BEAUX JOURS DEVANT EUX

Un rapport de l'ONU vient de désigner quelques responsables de la crise ivoirienne, tant du côté gouvernemental que de la rébellion comme des criminels. Ce rapport accuse les uns et les autres d'avoir commis des exactions et des assassinats. Plusieurs charniers témoignent de leurs crimes abominables. Ce qui est nouveau dans ce rapport, c'est le fait de dire ou de désigner de manière officielle, ce que plus personne n'ignore.

Ainsi, dans le camp du parti au

pouvoir, sont cités les noms de Simone Gbagbo, de Kadet Bertin, conseiller en affaire militaire du président Gbagbo, et de Blé Goudé, (le président des jeunes "patriotes") etc.

Madame Gbagbo et Kadet Bertin sont trempés dans l'affaire du fameux "escadron de la mort", ce commando en cagoule qui s'est illustré dans les enlèvements et assassinats des opposants politiques. Il est reproché à la

première, d'être la marraine et au second, d'être le responsable. En ce qui concerne Blé Goudé, il lui est reproché les faits suivants: incitation à la violence, enlèvements, pillages des biens privés, appel à la xénophobie et la haine raciale.

Quant au premier responsable du Mpci, (le mouvement rebelle qui occupe la partie Nord du pays), il lui est reproché, à lui et à son mouvement, les exécutions sommaires, les tueries par étouffement des prisonniers enfermés dans des containers à Khorogo. En effet, depuis le déclenchement d'un conflit interne entre Ibrahim Koulibaly dit IB et Soro Guillaume, ce dernier ne cesse d'exécuter tous ceux qu'il considère à tort ou à raison comme des proches de IB ou des espions du pouvoir Gbagbo.

Depuis le déclenchement de cette crise, le 19 septembre 2002, il y a eu toutes sortes de crimes commis de part et d'autre des deux camps. Des enlèvements, des assassinats, des exécutions sommaires. Et les deux camps, en se rejetant la paternité des crimes, continuent de massacrer le peuple. Même si aujourd'hui il est difficile

de savoir ce qui se passe quotidiennement dans la zone sous contrôle des "Forces Nouvelles", il est évident que les assassinats continuent avec des jeunes drogués qui ne pratiquent d'autres formes de procès que de passer aux armes leurs victimes. Dans la partie du pays sous le contrôle du gouvernement, les meurtres continuent aussi. Il ne se passe pas de jour sans qu'on annonce des cas d'enlèvement par des hommes en cagoule. Souvent même, c'est dans les locaux des "forces de l'ordre", comme à la DST que des gens disparaissent à jamais. Il y a aussi les passages à tabac ou les meurtres commis par les miliciens du GPP, qui bénéficient de la protection du parti au pouvoir et jouissent de l'impunité totale.

Et ce rapport de l'ONU, en conclusion propose que soient traduits devant le Tribunal pénal international (TPI), tous ces responsables de crimes. Mais ce n'est qu'une proposition qui, peut-être d'ici cinq ans voire plus, n'aboutira dans le meilleur des cas qu'à des condamnations de principe. Et en attendant, les appels aux meurtres, à la xénophobie, à la haine raciale continuent de faire des victimes.

CÔTE D'IVOIRE

LES MILICES : UN RÉEL DANGER POUR LA POPULATION

En 2002, lorsque éclate la rébellion en Côte d'Ivoire, le pays se trouve coupé en deux. Dans la zone sous contrôle gouvernemental, de nombreuses organisations dites "patriotiques" de jeunes voient le jour. Ces mouvements appellent les jeunes à aller "défendre la patrie" pour suppléer à la faiblesse évidente des armées régulières. C'est ainsi que les milices ont vu le jour. Certains de ces miliciens ont été envoyés dans les zones de combat. On se rappelle le FLGO (

Front de Libération du Grand Ouest). C'était un groupe de jeunes guérés qui a été envoyé pour se battre à l'Ouest.

Composé de jeunes désœuvrés, partisans du pouvoir en place, ils n'hésitent pas à bloquer les routes pour leurs exercices quotidiens. Aujourd'hui, ces membres arborent des treillis militaires et leurs chefs prétendent qu'ils peuvent être armés à tout moment. Ces milices dont la plus importante est le GPP

(Groupement Patriotique pour la Paix) se composeraient d'après son chef de 60.000 membres. Environ 200 d'entre eux, peut-être plus, sont logés à Adjamé à l'Institut Marie Thérèse, un lieu qui était anciennement un hôpital. Ces miliciens du GPP une fois la nuit tombée, dressent des barrages et rackettent la population autour du centre. En janvier, il y a eu des échauffourées avec les transporteurs. Il y a eu plusieurs

blessés graves. Début février, ils se sont opposés aux élèves policiers. Là, ils ont usé d'armes à feu et même mis souvent en déroute ceux-ci. Le bilan est de 4 morts et plusieurs blessés.

Généralement impunis, les miliciens se croient tout permis. Ils sont avant tout là pour faire peur à la population. Le pouvoir les utilise pour faire taire des voix d'opposants.

CÔTE D'IVOIRE

L'INSÉCURITÉ RÈGNE DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES

A Abobo derrière-rail, les assassinats se succèdent. Ces crimes crapauleux inquiètent de plus en plus les habitants de ce quartier.

D'abord c'est un électricien du bâtiment qui a été retrouvé égorgé et jeté dans un caniveau près du centre émetteur. Ici, ce sont les miliciens qui gardent le centre qui sont soupçonnés. Parce que là où le corps a été retrouvé, réside un détachement de miliciens depuis les événements de novembre dernier. Et puis très fréquemment, ces derniers n'hésitent pas à fouiller les passants et à les dépouiller de tout ce qu'ils possèdent. Ceux qui opposent un refus sont souvent tabassés.

De l'autre côté du quartier, Il y a une semaine de cela, deux personnes ont été tuées. L'une à bout portant avec une arme à feu devant sa famille sans que ces bourreaux n'emportent quelque chose de la maison. Le second a été

découpé à la machette au petit matin quand il se rendait au travail.

Le problème de l'insécurité est réel. Si ce ne sont pas les "forces de l'ordre" qui font des descentes pour y racketter, ce sont des groupes d'individus puissamment armés qui imposent leur loi. Quand tous ces politiciens parlent d'insécurité, ils ne le disent pas pour les gens des quartiers pauvres. L'insécurité ne les préoccupe que lorsqu'elle touche les quartiers riches.

La population a fini elle-même par le comprendre. Déjà dans certains quartiers, les gens se sont organisés en groupe pour se défendre. Lorsqu'on voit venir des éléments suspects, on fait du bruit avec les casseroles, les tam-tam, les sifflets pour avertir les autres. L'initiative prise par la population est déjà un grand pas mais pas suffisant. Elle doit aller au-delà des moyens utilisés.

CÔTE D'IVOIRE**RACKET DES HOMMES EN ARME**

Pendant 3 jours, les autorités militaires et administratives, les responsables du Port Autonome, les transporteurs et les dirigeants des syndicats de transport se sont retrouvés à Bassam pour débattre de comment combattre les rackets sur les routes.

Le racket sur les routes qui s'est institutionnalisé ici en Côte d'Ivoire est une vraie gangrène. À l'intérieur même du pays, d'après des documents livrés par Fraternité Matin il y a plus de barrages que dans tous les pays de la sous région. On trouve en moyenne un barrage tous les 15 km alors que dans la sous région, il y a un tous les 50 ou 100 km. Et tous ces barrages sont autant de points de racket pour "les forces de l'ordre" comme par exemple le trajet du port d'Abidjan à Youpougon, Sur environ 15 Km il y a 12 barrages où les transporteurs payent en moyenne

300.000 Fr.

Ces forces de l'ordre qui se sont constituées en mafia de la route, font payer toute résistance des routiers par des actions d'éclats. Les assassinats de chauffeurs et autres bavures chaque année étayent bien cela. Pourtant s'il n'en tenait qu'à ça, les grands messieurs ne se seraient pas remués. Le problème aujourd'hui, c'est que cette situation dérange les hommes d'affaires. Et ils le font savoir. Un de leurs représentants disait que ces barrages nuisent à l'économie car non seulement ils augmentent la durée des transports mais aussi renchérissent les coûts des marchandises. En vérité si les rackets ne visaient que la population pauvre les patrons ne s'en plaindraient pas. Mais là, ils sont eux aussi pénalisés. Alors ils élèvent la voie. Mais soyons sûr ils ne sont pas à plaindre.

IL Y A 100 ANS LA RÉVOLUTION DE 1905 EN RUSSIE

Il y a un siècle, débutait la première révolution russe. Face à une exploitation et une grande misère, des ouvriers de Saint-Petersbourg ont manifesté massivement pour demander justice à l'empereur de Russie, le tsar Nicolas II. Le dimanche 22 janvier 1905 ils étaient 200.000 travailleurs à descendre dans les rues. A la tête de cette manifestation était un chef religieux, le pope Gapone. Ils ont apporté au monarque une pétition avec des revendications qui se terminait par la phrase célèbre: « Si tu refuses d'entendre notre supplication nous mourons ici, sur place, devant ton palais.» En fait

le tsar n'a pas hésité. Il a envoyé contre les manifestants la police et les soldats qui ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Cette répression a plutôt provoqué une réaction immédiate et inattendue des travailleurs. Une vague de grèves s'est déclenchée dans le pays. C'est le début de la révolution russe.

La Russie de cette époque était par certains côtés comparable à des pays d'Afrique. La classe ouvrière était minoritaire dans la société russe. Sur une population d'environ 150 millions d'habitants il y avait à peine 10 millions de prolétaires.

Et un peu plus de 3 millions travaillaient dans des usines. La majorité était donc composée de paysans pauvres sans terre subissant un régime de servage. Une grande partie des ouvriers travaillent dans des grandes usines employant des méthodes modernes de production. La journée de travail durait plus de 11 heures. Les grèves et les syndicats étaient évidemment interdits. Comme dans pas mal de pays d'Afrique d'aujourd'hui, ceux qui dirigeaient les luttes des travailleurs étaient licenciés immédiatement et même emprisonnés et déportés. Les caisses de chômage, de vieillesse n'existaient pas. Quand un ouvrier subissait un accident de travail, cela devenait un drame pour lui et toute la famille.

Pour les capitalistes européens de l'époque, un pays comme la Russie, où les conditions de travail ne sont pas protégées par des lois, est bien sûr un paradis. Beaucoup de capitalistes ont donc investi en Russie dans divers secteurs de l'industrie. Avant la 1^{ère} guerre mondiale, 25% des investissements français à l'étranger se trouvaient en Russie. Les exploitations des puits de pétrole de Bakou, la construction du chemin de fer transsibérien et bien d'autres ont drainé vers la France et d'autres pays d'Europe des superprofits pour les capitalistes. Bien sûr la pénétration du capitalisme européen a favorisé aussi l'émergence d'une classe de capitalistes russes. Cette bourgeoisie russe était trop faible pour abattre la monarchie et ne représentait pas une force puissante de rechange pour la société russe. Le développement du capitalisme en Russie a permis aussi le développement d'une classe ouvrière certes minoritaire mais qui a su développer en son sein des éléments capables de diriger des luttes ouvrières.

La classe ouvrière russe était jeune et dynamique. Déjà depuis quelques années avant 1905, les grèves ouvrières ont commencé à se

développer dans les grandes usines du pays. Ces grèves étaient plus nombreuses à partir de 1903 et prenaient un caractère politique. Les travailleurs, en sortant des usines, se rassemblaient dans les rues ou tenaient des meetings pour discuter de leurs revendications mais aussi des problèmes politiques, entre autres celui de l'Assemblée Constituante, de la liberté de presse et de réunion. Une fraction de ces travailleurs fréquentaient, militaient dans le Parti Social-Démocrate.

La jeunesse intellectuelle russe ne s'est pas attardée à tergiverser comme nos intellectuels d'Afrique d'aujourd'hui sur l'authenticité de la culture et traditions russes. Mais au contraire elle s'est emparée des meilleures idées qui se développaient en Europe à cette époque. Des hommes comme Plékhanov ont propagé les idées socialistes en Russie. Une génération de dirigeants était déjà en œuvre depuis quelques années pour organiser les travailleurs russes selon les idées de Marx et Engels.

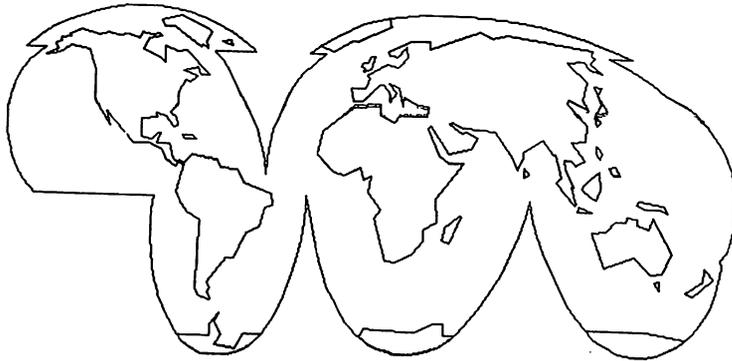
C'est dans cette situation que la grève qui a débuté en janvier dans une usine, l'usine métallurgique Poutilov à Saint-Petersbourg, s'est propagée dans les autres usines. Pourtant la police avait noyauté le mouvement de grève, et le pope Gapone qui était à la tête des manifestants n'était pas un révolutionnaire. Malgré cela la grève a réussi à s'étendre sur toutes les usines. Au début, lorsque les militants socialistes lançaient des mots d'ordre politique, ils n'étaient pas compris. Les ouvriers voulaient s'adresser au tsar. Mais la répression policière du 22 janvier leur a montré que le régime était décidé à écraser le mouvement dans un bain de sang. A partir de ce moment-là l'ensemble des travailleurs se met en mouvement contre le régime. C'est un véritable déclenchement révolutionnaire qui se produit. Ils ont même réussi à former des organes tout nouveau dans

le mouvement ouvrier, les Soviets. Ce sont des organes démocratiquement élus par les ouvriers en grève pour décider et prendre toutes les mesures pour la poursuite du mouvement. C'est pratiquement une espèce de pouvoir ouvrier face au tsarisme et ses organes de répression.

La lutte entre le pouvoir et la

classe ouvrière durera jusqu'à la fin de l'année 1905. Certes, le mouvement finira par reculer par la force de répression de la police et de l'armée. Mais la classe ouvrière russe et ses dirigeants finiront par s'enrichir des leçons de ces événements. Rétrospectivement on peut dire que 1905 a servi de répétition générale avant la grande révolution d'octobre 1917.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.